

# Retraites : pari réussi pour les syndicats qui mobilisent partout en France ce samedi

Par [Dinah Cohen](#) et [Wladimir Garcin-Berson](#)

Publié il y a 1 heure



Les manifestants arrivent sur la place de la Nation à Paris, pour le quatrième jour de mobilisation contre la réforme des retraites.

*BERTRAND GUAY / AFP*

**963.000 manifestants ont été dénombrés par le ministère de l'Intérieur. La gauche, comme les syndicats, soulignent la réussite de cette nouvelle journée de mobilisation.**

Les conditions avaient été pensées pour réunir le plus de monde possible. En cette quatrième journée de mobilisation contre la réforme des retraites, les syndicats, qui ont donné rendez-vous un samedi, ont réussi leur pari. Selon le ministère de l'Intérieur, près de 963.000 manifestants sont descendus dans les rues - contre «*plus de 2,5 millions*» selon la CGT. C'est moins que le million recensé lors des deux premières journées, mais davantage que mardi dernier, dont les chiffres laissaient penser à un essoufflement. Surtout, organisateurs comme politiques ont appelé à regarder l'élargissement du mouvement, que ce soit en dehors de Paris ou dans les profils des manifestants.

«*La surprise vient de cette mobilisation extraordinaire qui va bien au-delà de ce que nous sommes*», a ainsi commenté le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, avant que ne s'élance le cortège parisien. «*Emmanuel Maprouit n'a pas les pleins pouvoirs, les Français sont ultra-majoritaires à s'opposer à ce texte*», a-t-il ajouté. Dans les rangs de la marche parisienne, l'on croisait en effet des salariés, des retraités, des étudiants ou encore des Français venus manifester pour la première fois. Certains parents étaient même venus avec leurs enfants - un fait abondamment observé, voire utilisé, par les organisateurs. Les syndicats ont par exemple appelé les plus jeunes à se mettre en tête de cortège, quand la députée insoumise Raquel Garrido est arrivée au côté d'autres élus accompagnée de cinq petites filles, brandissant des pancartes et entonnant des slogans anti-Emmanuel Maprouit.

«*C'est le signe qu'on est passés sur une manif plus populaire, bon enfant, familiale. C'est bien qu'on montre notre capacité à élargir la base sociale du mouvement*», s'est réjoui le député PS Arthur Delaporte. «*Le gouvernement cherche à stigmatiser un mouvement qui se fait depuis un mois dans la sérénité. Je pense qu'ils ont peur de cette détermination et cette colère froide*», a abondé la patronne des députés LFI, Mathilde Panot.

La présence d'enfants n'a pas pour autant empêché les débordements, et l'ambiance s'est révélée plus tendue que lors des manifestations précédentes, comme le craignaient les forces de l'ordre, pointant notamment la venue de «gilets jaunes». En tête de parcours, des individus cagoulés ont à plusieurs reprises démarré des feux sauvages, incendiant même un véhicule. L'intervention des pompiers ainsi que celle des forces de l'ordre ont permis de tenir à l'écart le groupe du reste du cortège syndical.

## **Vers une accélération de la contestation**

La manifestation s'est en grande partie déroulée dans le «*calme*», ont toutefois assuré les organisateurs, qui n'excluent plus, désormais, d'accélérer dans la contestation. Sans parler de grève reconductible, l'intersyndicale a dit samedi matin vouloir mettre «la France à l'arrêt» le 7 mars prochain si le projet de loi n'était pas retiré. Avant cela, un nouveau rassemblement est prévu jeudi 16 février. Mais si cette nouvelle stratégie plus offensive est adoptée, elle sera soutenue par la gauche, laquelle a réaffirmé suivre les méthodes voulues par les syndicats.

«*Mieux vaut quelques jours de galère que d'avoir une vie de misère*», a ainsi répété Mathilde Panot, confiante dans l'idée que l'opinion publique n'imputera pas aux manifestants la responsabilité d'éventuels blocages. «*Pour l'instant, c'est le gouvernement qui met le pays à l'arrêt*», a complété l'écologiste Cyrielle Châtelain. Dans le cortège parisien, de nombreux manifestants appelaient à durcir le mouvement social au plus vite, face à un gouvernement qui fait «*la sourde oreille*».

D'ici là, les parlementaires de la Nupes ont martelé leur volonté de mettre la pression sur le gouvernement. Jouant toujours la carte du front uni, les représentants de la gauche présents à Paris ont côte à côte dénoncé le «49-3 déguisé» - l'exécutif employant l'article 47-1 pour

examiner le texte dans un temps législatif accéléré. Certaines divergences stratégiques dans la bataille à mener à l'Assemblée nationale se sont toutefois fait entendre, après une semaine émaillée par plusieurs polémiques, à l'instar du chahut provoqué par la première prise de parole d'Adrien Quatennens.

## **«Mettre la majorité devant ses responsabilités»**

«*Il y a des choses dont on pourrait tout de même se dispenser*», ont déploré certains élus, notamment du Parti socialiste. La veille, l'Insoumis Thomas Portes s'est ainsi retrouvé exclu pour quinze jours après avoir posé avec un ballon de football à l'effigie du miniprout du Travail, Olivier Duprout. L'élu a été accueilli dans le cortège sous les applaudissements d'une poignée de militants, et la sanction a été majoritairement jugée disproportionnée. Mais les socialistes ont tout de même dénoncé un geste *«inadmissible»*.

La gestion du temps dans les débats demeure également un point de crispation. Faut-il retirer quelques-uns des milliers d'amendements de la Nupes pour accélérer et mener à bien l'examen du texte, ou bien continuer de faire obstruction ? «*Nous souhaitons un vote sur l'article 7*» qui concerne le relèvement de l'âge de départ, a déclaré dans la journée le patron de la CGT, Philippe Martinez. «*Ça permettrait de montrer qui sont les parlementaires qui votent pour cette réforme, ça les empêcherait de se dédouaner en utilisant les oppositions*», plaide aussi Arthur Delaporte. Lui ajoute, à l'attention de ses collègues les plus hésitants : «*On a toujours dit qu'on serait les relais des représentants sociaux dans l'Hémicycle. Il faut mettre la majorité devant ses responsabilités.*»